

*Les subsides*

On a apporté des changements majeurs à la politique énergétique laquelle, pour diverses raisons, déplaisait au gouvernement américain. Il y avait certes là matière à négocier.

Les Américains souhaitaient mettre un terme aux engagements envers le NORAD. La question est lourde de conséquences pour les deux pays, et il aurait fallu l'inscrire dans les négociations globales portant sur nos rapports bilatéraux.

Il y a eu des pourparlers semblables dans le secteur pharmaceutique et, dans le secteur de l'édition, le gouvernement s'est plié aux principales exigences des Américains en ce qui concerne Prentice-Hall. Bien qu'il se soit agi de décisions très graves pour notre secteur culturel, celui de l'édition, le gouvernement a cédé aux pressions américaines. Qu'avons-nous obtenu en échange?

Essentiellement, le premier ministre a prétendu que ces concessions servaient à montrer notre bonne foi. Si telle est la raison que le gouvernement veut invoquer, fort bien. Mais qu'il nous soit permis aujourd'hui de dire qu'il a raté son coup, puisque son attitude n'a pas suscité le respect nécessaire à l'établissement de véritables relations privilégiées.

En quoi cela aura-t-il servi aux électeurs de la Colombie-Britannique qui vont perdre leur emploi dans quatre ou cinq jours? Cette nouvelle politique leur a-t-elle été profitable? Voilà une série de questions fort pertinentes puisque nos relations avec les États-Unis sont les plus importantes, voire les plus essentielles de toutes. Ces questions démontrent simplement que cette nouvelle politique est boîteuse.

**M. Cook:** Monsieur le Président, une simple précision. A entendre le député, il ne faudrait pas agir dans l'intérêt des Canadiens par crainte de nuire aux Américains, voire de les désavantager. J'engage tous nos concitoyens à prendre le temps de comparer cette liste de questions avec des mesures comme l'AEIE ou la politique pétrolière du gouvernement précédent, mesures qui, selon le député, étaient le comble du ridicule. Ils verront bien que ce gouvernement a agi au mieux des intérêts de tous les Canadiens en prenant cette décision qui n'avait rien à voir avec les pourparlers sur le libre-échange.

**M. Axworthy:** Monsieur le Président, on dit que la beauté est affaire de goût. Nous avons donc des goûts fort différents, de toute évidence. Notre politique commerciale et pétrolière était peut-être le comble du ridicule, aux dires du député, mais elle n'en a pas moins porté ses fruits.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Fennell:** Elle a tué l'Ouest du Canada.

**M. Axworthy:** Je ne dirais pas que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes en Alberta par les temps qui courent. Le taux de chômage à Calgary est bien plus élevé maintenant qu'il y a deux ans.

**M. Shields:** Ce n'est pas vrai.

**M. Axworthy:** Il se fait beaucoup moins de forages en Alberta qu'il y a deux ans. Si le député tient à croiser le fer sur les mérites respectifs de nos politiques, fort bien. Mais c'est une tout autre question que nous débattons volontiers. En tout cas, nous encourageons nos petits exploitants de l'industrie pétrolière et gazière. Ce sont ceux-là mêmes dont les entreprises sont rachetées par des sociétés étrangères, qui doivent fer-

mer leurs portes. Ainsi, je dis simplement que le gouvernement est parfaitement libre d'adhérer à ses mythes, car chacun doit vivre dans son monde imaginaire à lui.

**M. Shields:** Monsieur le Président, le député de Winnipeg—Fort Garry (M. Axworthy) a laissé entendre que le gouvernement libéral savait comment conduire les relations entre le Canada et les États-Unis. Or, la politique énergétique nationale établissait littéralement une discrimination contre les investisseurs américains. Je lui rappelle que ces entreprises sont venues s'établir au Canada en 1947 et ce sont elles qui ont été les promoteurs et le rampart du secteur pétrolier dans l'ouest du pays. En quoi le Programme énergétique national a-t-il favorisé les relations entre le Canada et les États-Unis?

L'Agence d'examen de l'investissement étranger a fait de la discrimination à l'endroit des investisseurs étrangers. Dans quelle mesure cela a-t-il permis d'améliorer nos relations avec les États-Unis? Je voudrais connaître l'opinion du député à ce sujet.

**M. Axworthy:** C'est avec grand plaisir que je le ferai. Permettez-moi de parler de l'Agence d'examen de l'investissement étranger tout d'abord. Durant ses dernières années d'existence, l'Agence a été fort utile au programme économique du gouvernement actuel. L'ancien ministre de l'Expansion industrielle régionale a annoncé un certain nombre de choses importantes relativement aux investissements effectués par des fabricants d'automobiles japonais et coréens. Ces annonces ont été possibles, du fait que certains accords ont été conclus grâce à l'Agence. Cette dernière n'a pas empêché les investissements. En fait, elle a approuvé, la dernière année, 97 p. 100 des demandes qu'elle a reçues. Cependant, nous avons été en mesure d'obtenir certains accords au sujet des investissements, de la recherche et du développement et de l'octroi d'une exclusivité mondiale. Si l'ancien ministre de l'Expansion industrielle régionale a été en mesure de faire une annonce importante au sujet d'une usine Hyundai dans sa circonscription, c'est parce qu'un accord a été conclu par le biais de l'Agence d'examen de l'investissement étranger qui a exercé une certaine influence sur les investisseurs étrangers en question.

En outre, le principal objectif du Programme énergétique national était d'aider à canadianiser le secteur pétrolier et gazier, afin de parvenir à une certaine autarcie énergétique nous permettant d'éviter d'être totalement à la merci des grandes sociétés multinationales. Au cours des années 1970, nous avons appris que ces multinationales faisaient souvent passer nos intérêts au second plan, contrairement à ce à quoi nous pourrions nous attendre de nos propres sociétés nationales.

**M. Frith:** Monsieur le Président, selon moi, on oublie ce matin, dans tout ce débat, les répercussions qu'auront les mesures prises, hier, par le gouvernement sur les 4,000 familles de la Colombie-Britannique qui seront impuissantes à affronter les problèmes économiques qui les affligent. C'est certes le cas à la suite de la déclaration faite hier par le gouvernement. D'après le député, quelle sorte de programme le gouvernement devrait-il adopter pour faciliter l'adaptation de ces familles de la Colombie-Britannique?